

*1ère grosse de Bawath Midou Ousmane
ce 27/3/2006*

LHL

N°148/CA du Répertoire

N° 02-76bis /CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : BAWATH Midou Ousmane

Et un autre

C/ -

MICPE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 26 juin 2002 enregistrée au secrétariat de la Cour le 28 juin 2002 sous le numéro 1837 et au greffe de la même Cour le 1^{er} juillet 2002 sous le numéro 0662/GCS par laquelle les nommés BAWATH MIDOU Ousmane et Comlanvi H. A. Daniel ont saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation du silence du Ministre de l'Industrie du commerce et de la Promotion de l'Emploi (MICPE) valant décision implicite de rejet ;

Vu l'ordonnance n° 2003-018/PCS/CAB du 15 juillet 2003 du Président de la Cour Suprême suite à la requête de maître ANANI CASSA tendant à obtenir en la cause une abréviation de délai de procédure ;

Vu la correspondance n° 755/GCS du 17 juillet 2003 transmettant la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et autres pièces y afférentes au défendeur avec mise en demeure de quinze jours pour présenter ses observations ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Ensemble toutes les autres pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Emile TAKIN** en son rapport ;



*Notifiée / L 1177/GCS du 29/3/06, 1178-0348-0349/GCS (Pges)
1178/GCS du 29/3/06
du 02/02/2007*

Où l'Avocat Général **Lucien Aristide DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant que le présent recours a été introduit en respect des délai et forme de la loi, qu'il y a lieu de le déclarer recevable ;

Au fond

Considérant qu'il résulte des éléments de la cause qu'aux termes des concours de recrutement d'agents contractuels organisés au profit du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi les 13, 14, 15 et 21 août 2001, les requérants ont été déclarés admis et classés premier et deuxième dans la catégorie dans laquelle ils ont composé « chargés de réalisation ». Ainsi qu'en fait foi l'acte n° 0215/MFPTRA/DC/SGM/DTEC/STCR/SP-C du 08 octobre 2001 du ministre de la fonction publique du travail et de la réforme administrative ;

Que curieusement le Ministre en charge de l'industrie et du commerce se refuse à leur faire prendre service en tout premier lieu leur préférant plutôt les nommés **GOUMBI Zoubératou**, **DJEHOUNKE Virginie** et **GOHOO Antoinette** admises respectivement troisième, quatrième et cinquième au même concours ;

Considérant que l'acte dont référence ci-dessus mettait entre autres tous les agents retenus au test par catégorie à la disposition du ministre de l'industrie du commerce et de la promotion de l'emploi et ce suivant leur ordre de mérite ;

Considérant qu'il apparaît nettement dans la catégorie "postes de chargé de réalisation" que les requérants **BAWATH MIDOU Ousmane** et **Comlanvi H. A. Daniel** sont respectivement en première et deuxième positions dans cette catégorie en tout cas avant les nommés **GOUMBI Zoubératou**, **DJEOUNKPE Virginie** et **GOHOO Antoinette** ;

Que rien ne justifie que ces trois personnes aient été autorisées à prendre service sans que les requérants alors premier et deuxième ne l'aient été ;

Considérant qu'en procédant ainsi qu'il l'a fait en ne faisant pas prendre service en premier et deuxième lieu aux requérants le Ministre a nécessairement commis un abus de droit ;

Qu'il y a lieu annuler sa décision

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er}. - Le recours en date à Cotonou du 26 juin 2002 de BAWATH Midou Ousmane et Comlanvi H.A. Daniel est recevable.

Article 2 : L'acte par lequel le ministre de l'industrie du commerce et de la promotion de l'emploi (MICPE) a fait prendre service aux nommés Goumbi Zoubératou, Djehonnke Virginie et Gohoo Antoinette au lieu et place des requérants BAWATH Midou Ousmane et Comlavi H. A. Daniel est annulé avec les conséquences de droit.

Article 3 : Les frais sont à la charge du trésor public.

Article 4 : Le présent Arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, conseiller à la Chambre Administrative ;

PRESIDENT ;

Emile TAKIN

et

Claire DEGLA-AGBIDINOUKOU

{
{
{

CONSEILLERS ;



Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre Deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Clémence YIMBERE-DANSOU,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Donatien VIGNINOU,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président

Le Rapporteur,

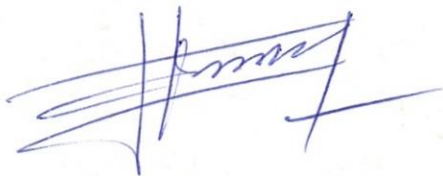

S. DOSSOUMON.-


E. TAKIN.-

Le Greffier


D. VIGNINOU.-

DE = Grátis
Enregistré à Cotonou le 04/18/05
Fo 18 Cas 3560
Reçu Grátis
L'inspecteur de l'Enregistrement


Antoinette L. AGO

